

É. PÉRONNAS 18/11/22

PÉRONNAS

## À la Sauvegarde, le dialogue social ne passe toujours pas



Le directeur général, Alain Bouchon, en discussion avec les délégués syndicaux de l'ADSEA 01 (Association de Sauvegarde de l'enfant à l'adulte de l'Ain). Photo Progrès/Micent SARTORIO

**Des salariés de l'ADSEA 01 (Association de Sauvegarde de l'enfant à l'adulte de l'Ain) ont manifesté devant le siège de leur association, ce jeudi 17 novembre, à l'occasion leur troisième grève de 2022. Le dialogue semble rompu.**

Scène cocasse à 14h 30 ce jeudi 17 novembre, devant le siège social de la Sauvegarde à Péronnas. Le directeur général de l'association, Alain Bouchon, descend de son bureau pour rencontrer les grévistes. Et invite les trois délégués syndicaux CGT, FO et Sud pour dialoguer. « Mais vous êtes salariés, comme nous M. Bouchon. On souhaite rencontrer les administrateurs », réclame Josette Loi-Clermidy, la représentante CGT. « Je suis, par délégation, le représentant de l'employeur. Quand je signe les contrats de travail, ça vous pose moins de problèmes. » Les trois délégués syndi-

caux s'exécutent finalement en compagnie de trois salariées. Mais ressortent presque immédiatement. « Le directeur est juge et avocat, ça se passe toujours comme lui l'a décidé », dénonce Younes Tayek, délégué FO. « Les syndicats déclenchent une grève. Je suis prêt à recevoir leurs délégués pour ouvrir un calendrier de discussion sur la prime du Ségur, mais ils refusent », rétorque Alain Bouchon à la cantonade.

### ! Courrier du président

Le dialogue semble bel et bien rompu entre syndicats et direction. La preuve en chiffre également : quand Alain Bouchon dit n'avoir reçu que « 18 déclarations » de grévistes, les salariés et sympathisants de leur cause sont venus à 50 devant le siège. « Mais c'est aussi parce que les salariés de Ferney-Voltaire, par exemple, nous avancent le coût du gazole pour ne pas venir à Bourg », ajoute Younes Tayek.

Les trois syndicats n'auront pas gain de cause : le président de l'association ne les rencontrera pas, dans l'imédiat. Il s'est en revanche adressé à l'ensemble du personnel par courrier en date du 14 novembre. Alain Dupré dénonce dans cette lettre ouverte une « campagne de presse et de dénigrement qui attentent gravement à la réputation » de la Sauvegarde.

« Certes, la prime Ségur est un élément important, reconnaît Josette Loi-Clermidy. Mais ce n'est pas le seul, nous sommes engagés sur le plan juridique, avec la médecine du travail, l'inspection du travail et les financeurs pour améliorer nos conditions de travail. » Ce n'est pas ce salarié du DDAMIE (Dispositif départemental d'accueil et d'hébergement de mineurs isolés étrangers) de Viriat qui dira le contraire. Lui qui parle de locaux « exécrables », vidéo de plafond effondré et de sol imbibé d'eau à l'appui.

Vincent SARTORIO